



FIDUCIAL

AUDIT

AGENCE D'ANNECY
17, rue de Rumilly
B.P. 40063
74002 ANNECY CEDEX
Tél. 04 50 10 07 83
Fax 04 50 10 07 61

Aller Plus Haut

Association loi 1901

264 rue de la Boquette
74300 CLUSES

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2023

SOCIÉTÉ FIDUCIAIRE NATIONALE DE RÉVISION COMPTABLE

Société Anonyme d'Expertise Comptable et de Commissariat aux Comptes au capital de 250 000 € - 334 301 488 RCS Nanterre - N° TVA FR 39 334 301 488
Inscrite au Tableau de l'Ordre des Experts-Comptables de la Région Paris - Île-de-France et Membre de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Versailles
Siège social : Paris La Défense - 41, rue du Capitaine Guynemer - 92925 La Défense Cedex - Site : www.fiducial.fr

Aller Plus Haut
Association loi 1901

264 rue de la Boquette
74300 CLUSES

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2023

A l'assemblée générale de l'association Aller Plus Haut,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association **Aller Plus Haut** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'il sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Annecy, le 10 juin 2024

Le Commissaire aux comptes
FIDAUDIT



Didier DAMAS
Associé

ALLER PLUS HAUT CONSOLIDE

BILAN AU 31 DECEMBRE 2023

ACTIF	Exercice 2023 (selon ANC 2018-06 / 2019-04)			Exercice 2022 (selon ANC 2018-06 / 2019-04)
	Brut	Amortissements et dépréciations	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement	52 742.68	52 742.68		1 080.78
Concessions, brevets, licences, marques, ...	707 908.32	203 264.02	504 644.30	522 678.89
Immobilisations corporelles				
Terrains	3 922 550.64	598 386.00	3 324 164.64	3 324 164.64
Constructions	37 872 129.25	20 043 000.44	17 829 128.81	18 925 027.71
Installations techniques, mat. et outillage	5 920 160.52	4 665 758.76	1 254 401.76	1 457 070.67
Autres immobilisations corporelles	7 185 031.78	5 551 098.87	1 633 932.91	1 778 505.16
Immobilisations corporelles en cours	118 771.95		118 771.95	29 020.34
Avances et acomptes	17 802.12		17 802.12	43 554.33
<i>Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés</i>				
Immobilisations financières				
Autres titres immobilisés	27 469.24		27 469.24	27 469.24
Prêts	17 850.60		17 850.60	17 850.60
Autres immobilisations financières	176 656.64		176 656.64	179 625.64
Total I	56 019 073.74	31 114 250.77	24 904 822.97	26 306 048.00
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours	115 405.00		115 405.00	398 365.00
Avances et acomptes versés sur commandes	1 047.70		1 047.70	1 771.71
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	5 466 258.95	4 180.00	5 462 078.95	4 156 205.68
<i>Créances reçues par legs ou donations</i>				
Autres créances	230 245.86		230 245.86	916 283.01
Valeurs mobilières de placement	585 944.59		585 944.59	635 944.59
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	9 858 319.56		9 858 319.56	9 616 238.61
Charges constatées d'avance	800 585.49		800 585.49	826 788.72
Total II	17 057 807.15	4 180.00	17 053 627.15	16 551 597.32
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecart de conversion Actif (V)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	73 076 880.89	31 118 430.77	41 958 450.12	42 857 645.32

PASSIF	Exercice 2023 (selon ANC 2018-06 / 2019-04)	Exercice 2022 (selon ANC 2018-06 / 2019-04)
FONDS PROPRES / FONDS ASSOCIATIFS		
Fonds propres / fonds associatifs sans droit de reprise		
dont legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés, subventions d'investissement affectés à des biens renouvelables...		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires	1 116 573.18	1 116 573.18
Fonds propres complémentaires	104 130.00	104 130.00
Ecart de réévaluation (sur biens sans droit de reprise)		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Autres fonds associatifs (partie 1/2)		
Fonds associatifs avec droit de reprise		
Apports		
Legs et donations		
Résultats sous contrôle de tiers financeurs		
Ecart de réévaluation (sur biens avec droit de reprise)		
Ecart de réévaluation		
Réserves	17 937 667.00	17 628 691.79
Dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	10 188 445.19	9 522 548.04
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	7 749 221.81	8 106 143.75
Autres		
Report à nouveau	-1 948 494.35	-146 216.97
Dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	-343 083.57	-1 029 033.76
Excédent ou déficit de l'exercice	511 706.49	-1 471 205.76
Dont excédent ou déficit de l'exercice des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	136 867.24	-1 114 629.89
Situation nette (sous total)	17 721 582.32	17 231 972.24
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	1 161 373.82	1 245 113.67
Provisions réglementées	3 539 945.16	3 487 322.90
Total I	22 422 901.30	21 964 408.81
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	1 411 135.00	1 249 638.84
Total II	1 411 135.00	1 249 638.84
PROVISIONS		
Provisions pour risques	2 397.92	54 315.92
Provisions pour charges		
Total III	2 397.92	54 315.92
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	13 473 350.51	14 832 509.10
Emprunts et dettes financières diverses	1 865.90	3 883.10
Avances et acomptes reçus sur commandes		
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	991 235.83	1 204 042.20
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	3 495 171.08	3 332 417.49
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	118 968.58	119 505.14
Autres dettes	36 865.91	48 269.07
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	4 558.09	48 655.65
Total IV	18 122 015.90	19 589 281.75
Ecart de conversion Passif (V)		
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	41 958 450.12	42 857 645.32



ALLER PLUS HAUT CONSOLIDE

COMPTE DE RESULTAT 2023

COMPTE DE RESULTAT	Exercice 2023 (selon ANC 2018-06 / 2019-04)	Exercice 2022 (selon ANC 2018-06 / 2019-04)
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	14 852.00	11 987.00
Ventes de biens et services		
<i>Ventes de biens</i>	1 103 092.18	1 321 231.92
<i>Ventes de prestations de service</i>	1 972 551.49	1 700 990.20
<i>Production vendue - Prestations de services</i>		
<i>Production vendue - divers</i>	-48 762.00	24 338.00
<i>Production stockée ou déstockage de production</i>		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	29 708 513.93	26 823 460.50
Subventions d'exploitations et participations		
Dotations et produits de tarification		
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public	31 955.99	26 214.29
<i>Dons manuels</i>	20 155.99	11 214.29
<i>Mécénats</i>	11 800.00	15 000.00
<i>Legs, donations et assurances-vie</i>		
Contributions financières		1 800.00
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	194 327.96	99 165.77
Utilisations des fonds dédiés	271 663.23	320 266.62
Autres produits	2 491 523.14	2 401 269.15
Total I	35 739 717.92	32 730 723.45
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	6 868.05	3 085.88
Variation de stock		
Achat de matières premières et autres approvisionnements	612 336.05	918 191.70
Variation de matières premières et autres approvisionnements	234 198.00	-113 648.91
Autres achats et charges externes	7 825 894.74	8 046 864.85
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	1 723 013.33	1 628 670.46
Salaires et traitements	16 180 228.33	15 338 888.15
Charges sociales	6 186 659.83	5 903 083.25
Dotations aux amortissements et aux dépréciations actif circulant	2 035 676.33	2 047 495.53
Dotations aux provisions autres		
Reports en fonds dédiés	433 159.39	232 925.69
Autres charges	85 432.24	20 400.23
Total II	35 323 466.29	34 025 956.83
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	416 251.63	-1 295 233.38

ALLER PLUS HAUT CONSOLIDE

COMPTE DE RESULTAT 2023

COMPTE DE RESULTAT	Exercice 2023 (selon ANC 2018-06 / 2019-04)	Exercice 2022 (selon ANC 2018-06 / 2019-04)
PRODUITS FINANCIERS		
De participations et des immobilisations financières		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	97 383.40	21 136.20
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total III	97 383.40	21 136.20
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	463 537.96	567 048.48
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total IV	463 537.96	567 048.48
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)	-366 154.56	-545 912.28
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	50 097.07	-1 841 145.66
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	383 676.72	519 948.14
Sur opérations en capital	129 352.24	128 757.35
Report ressources non utilisées des exercices antérieurs (Fond dédiés)		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	19 613.65	21 389.53
Total V	532 642.61	670 095.02
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	3 429.00	237 086.00
Sur opérations en capital	3 041.20	2 359.61
Engagements à réaliser sur ressources affectées (fonds dédiés)		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	53 205.99	56 179.51
Total VI	59 676.19	295 625.12
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	472 966.42	374 469.90
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les sociétés (VIII)	11 357.00	4 530.00
Total des produits (I + III + V)	36 369 743.93	33 421 954.67
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	35 858 037.44	34 893 160.43
EXCEDENT OU DEFICIT	511 706.49	-1 471 205.76
Contribution volontaire en nature		
Dons en nature		
Prestations en nature	627 947.00	
Bénévolat		
TOTAL	627 947.00	0.00
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature	627 947.00	
Personnel bénévole		
TOTAL	627 947.00	0.00

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS AU 31.12.2023

1. OBJET SOCIAL

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts :

Le soutien sous toutes ses formes des personnes en situation de handicap mental, psychique, sensoriel et physique, et leur accompagnement dans tous les âges de la vie, par les soins, l'éducation, la formation. Elle vise à favoriser leur épanouissement, leur santé et leur permettre d'accéder ou de se maintenir dans une existence autonome.

1.1 : Au bénéfice des personnes en situation de handicap :

1.1.1 : Au bénéfice des enfants et adolescents :

- 1) De créer et/ou gérer des établissements ou services sociaux, médico-sociaux répondant aux besoins des personnes en situation de handicap, quel que soit leur âge ;
- 2) D'assurer l'aide et la prise en charge des enfants, adolescents et jeunes majeurs présentant une déficience intellectuelle et/ou un handicap psychique nécessitant une scolarité, une éducation spécialisée et une formation adaptée ;
- 3) D'assurer le soutien, l'accompagnement et/ou les soins médico-psychologiques nécessaires aux enfants et adolescents accueillis et à leur famille, afin de développer leurs compétences pour les préparer à leur insertion sociale et professionnelle en milieu ordinaire ou adaptée.

1.1.2 : Au bénéfice des adultes :

- 1) De créer et/ou gérer des établissements ou services sociaux, médico-sociaux répondant aux besoins des personnes en situation de handicap, quel que soit leur âge ;
- 2) De créer ou gérer des services de suite et des services d'accompagnement à domicile, et tous les services favorisant l'organisation de la vie quotidienne ;
- 3) De rechercher, d'organiser et d'animer des activités physiques, sportives, culturelles et de loisirs répondant à leurs besoins et attentes, favoriser l'accès à la citoyenneté ;
- 4) De défendre leurs intérêts matériels et moraux auprès des pouvoirs publics, des autorités administratives et de contrôle ;
- 5) De développer avec les institutions publiques ou privées qui oeuvrent dans le secteur du handicap, tout partenariat utile au développement de ses activités ;
- 6) Si besoin, d'assurer la tutelle, la curatelle ou mesure de sauvegarde de justice.

1.2 : Au bénéfice des familles :

- 1) D'apporter toute aide, notamment morale, sociale et matérielle ;
- 2) De développer et/ou de susciter toute initiative qui créerait entre les parents d'enfants, d'adolescents et d'adultes en situation de handicap, un lien susceptible de leur apporter un soutien moral et matériel ;
- 3) De défendre leurs intérêts matériels et moraux, notamment auprès des institutions publiques ou privées qui interviennent en faveur des personnes en situation de handicap.

Les organes statutairement compétents de notre entité ont fixé différents objectifs pour réaliser l'objet social. Ces objectifs constituent le « projet de notre entité » pour lequel des réserves sont constituées le cas échéant dans nos fonds propres.

2. NATURE ET PERIMETRE DES ACTIVITES OU MISSIONS SOCIALES REALISEES :

La nature des activités ou missions sociales réalisées durant l'exercice peut être résumée ainsi :

- Prestations médicales et médico-sociales pour l'accompagnement des enfants et adolescents au sein du pôle scolarisation et insertion professionnelle
- Prestations médicales et médico-sociales pour l'accompagnement des résidents au sein du pôle Habitat, projets et cadre de vie
- Prestations médicales médico-sociales pour l'accompagnement des usagers au sein du pôle emploi, formation et production.
- Prestations de sous-traitance industrielles et de production propre

Le périmètre des activités ou missions sociales listées ci-dessus peut être ainsi défini :

- Prestations médicales et médico-sociales : Ces activités se sont exercées auprès des personnes en situation de handicap principalement sur les territoires du Faucigny, de l'Arve et des Pays du Mont Blanc. Cela représente 214 879 journées facturées pour l'ensemble des établissements et 25 973 heures facturées pour Multi accueil Spécialisé Les Moussaillons.
- Prestations de sous-traitance industrielle et de production propre : Ces activités se sont exercées auprès de différents donneurs d'ordres principalement sur le département de la Haute Savoie et départements limitrophes.

3. DESCRIPTION DES MOYENS MIS EN ŒUVRE

Dans le cadre de ses statuts, les moyens d'actions de l'association sont :

- La création et l'administration de tout établissement ou service sanitaire, social ou médico-sociale
- La collaboration avec des structures, établissements ou services ayant des buts similaires ou complémentaires,
- L'organisation de conférences, publications et l'utilisation de tout autre moyen de communication répondant à l'objet social
- L'organisation de formations dans des structures appartenant ou non à l'association
- Et de manière générale, toute action au profit des personnes en situation de handicap.

Pour 2023 les principaux moyens mis en œuvre par notre entité afin de réaliser les activités décrites au paragraphe précédent sont les suivants :

- Au niveau des investissements :

L'association a engagé et terminé 553 070 € d'investissement corporel et incorporel se répartissant entre :

* concessions et droits	1 342 €
* construction sur sol propre	182 220 €
* construction sur sol autrui	13 056 €
* installations techniques, matériels et outillag	127 111 €
* autres immobilisations corporelles	229 341 €
TOTAUX	553 070 €

Ces investissements ont été financés à hauteur de 553 070 € en autofinancement

- Au niveau des ressources humaines :

Au 31/12/2023, l'effectif moyen des salariés est de 429.73 ETP. L'évolution moyenne des salaires 2023 est établie en fonction des grilles d'ancienneté de la convention collective 1966 et de l'évolution de la valeur du point qui est de 3.93 € depuis 01/07/2022.

- Autres moyens/dépenses engagées

Néant

4. FAITS CARACTERISTIQUES D'IMPORTANCE SIGNIFICATIVE, DE L'EXERCICE ET POSTERIEURS A LA CLOTURE

4.1 Faits caractéristiques de l'exercice

L'exercice a été caractérisé par les faits d'importance significative suivants :

- Un contrôle urssaf a été effectué avec une lettre d'observation en date du 28/06/2022. Une mise en demeure a été payée en 2022 portant entre autres sur le non paiement en 2020 de la prime COVID et la prime pouvoir d'achat en 2021 pour les travailleurs handicapés en ESAT. La charge 2022 en résultant d'un montant de 236 186 €, majorations de retard comprises, a été comptabilisée en résultat exceptionnel. Un recours auprès de la commission de recours amiable de l'URSSAF Rhône Alpes a été envoyé en 2022 sur ce point. La décision de cette commission a été rendu le 27/01/2023 en notre faveur et annule donc la mise en demeure. Le produit du remboursement a été comptabilisé en produits exceptionnels en 2023.
- En 2021 et 2022 des réclamations concernant la TVA (TVA appliquée à tort sur la facturation inter établissement...) et la base de taxe sur les salaires ont été envoyées aux services des impôts. Les réclamations relatives à la TVA portent sur les exercices 2018, 2019, 2020 et 2021. Ceux-ci ont statué sur ces points le 12/01/2023. Pour la TVA, ils ont dégrèvé la totalité des sommes demandées pour un montant de 371 692 €. Ce produit a été comptabilisé en 2022 en résultat exceptionnel. Egalement a été comptabilisé en produit exceptionnel le montant de 2022 de 147 670 euros. Pour la taxe sur salaires un dégrèvement partiel a été notifié par les impôts. Le montant remboursé de 60 728 € est comptabilisé en 2023 en produits exceptionnels.

4.2 Faits caractéristiques postérieurs à la clôture

Néant

5. PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

5.1 Principes généraux

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et 2019-04, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

L'exercice écoulé à une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1^{er} Janvier 2023 au 31 décembre 2023.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables, à l'exception des points mentionnés au paragraphe 5.1.1 ;
- Indépendance des exercices ;

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

5.1.1 Changements de méthode comptable

Notre entité n'a effectué aucun changement de la méthode comptable.

5.1.2 Changements d'estimation

Notre entité n'a effectué aucun changement d'estimation.

5.1.3 Corrections d'erreurs

Notre entité n'a constaté aucune correction d'erreur significative.

5.2 Dérogations

Notre entité n'a pratiqué aucune dérogation aux règles comptables applicables.

5.3 Principes méthodes comptables

Notre entité utilise les méthodes comptables explicites applicables.

Les comptes présentés appliquent les méthodes « de référence » suivantes qualifiées ainsi par le règlement 2014-03 :

- La comptabilisation à l'actif des droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition de l'actif conformément aux articles 213-8, 213- 22, 221-1 et 222-1.

Les comptes présentés appliquent la méthode optionnelle suivante parmi celle proposé par le règlement 2014.03 :

- Les subventions d'investissement en application des articles 312-1.

6. INFORMATIONS RELATIVES AUX POSTES DU BILAN

6.1 Actif immobilisé

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition,
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production.

Autres informations :

- En octobre 2011, cession gratuite par la commune de Bonneville au profit de l'AFPEI (absorbé par l'association ALLER PLUS HAUT) d'un terrain. Cet acte de cession gratuite a une condition particulière :
« Les terrains objet des présentes sont cédées dans le cadre de l'extension des bâtiments de l'ESAT. A la demande de la commune de Bonneville, le cessionnaire s'engage, en cas de changement de destination desdits terrains, à les rétrocéder à la commune de BONNEVILLE ».

- En février 2014, échange d'un terrain avec le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de la Roche sur Foron. L'acte d'échange contient la condition particulière suivante :
« Les parcelles acquises dans l'échange sont destinées à la construction d'une résidence pour les activités de jour. Cette destination devra être respectée pour une durée de 20 ans au minimum par l'AFPEI ou tout futur propriétaire. »

Par ailleurs, il est convenu que tous les propriétaires successifs des parcelles AH 469, 467, 463 et 465 devront supporter les contraintes suivantes :

- . La parcelle cadastrée AH 469 sera aménagée en espaces verts.
- . La parcelle cadastrée AH 467 restera à usage piétonnier.
- . Une partie de la parcelle cadastrée AH 463 et AH 465 ne pourra faire l'objet d'aucune édification de bâtiment.

6.1.1 Etat de l'actif immobilisé (brut)

	A	B	C	D
	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles	780 815 €	1 342 €	21 506 €	760 651 €
immobilisations corporelles	54 463 562 €	551 728 €	115 418 €	54 899 872 €
immobilisations financières	224 946 €	2 561 €	5 530 €	221 977 €
Immobilisations en cours et avances et acomptes	72 575 €	113 075 €	49 076 €	136 574 €
Total	55 541 898 €	668 706 €	191 530 €	56 019 074 €

Les investissements corporels, incorporels et financiers réalisés au cours de l'exercice se sont élevés à 668 706 €.

Les désinvestissements se sont élevés à 191 530 €.

6.1.1.1 Ventilation des augmentations d'immobilisations

Augmentations de l'exercice	Ventilation des augmentations				
	Virements		Entrées		
	De poste à poste	Provenant de l'actif circulant	Acquisitions	Apports	Créations
Immobilisations incorporelles					
Immobilisations corporelles			553 070 €		
Immobilisations financières			2 561 €		
Immobilisations en cours et avances et acomptes	113 075 €				
Total	113 075 €	0 €	555 631 €	0 €	0 €

6.1.1.2 Ventilation des diminutions d'immobilisations

Diminutions de l'exercice	Ventilation des diminutions				
	Virements		Sorties		
	De poste à poste	A destination de l'actif circulant	Cessions	Scissions	Mises hors service
Immobilisations incorporelles					
Immobilisations corporelles			55 707 €		81 217 €
Immobilisations financières			5 530 €		
Immobilisations en cours et avances et acomptes	49 076 €				
Total	49 076 €		61 237 €		81 217 €

6.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

La nouvelle réglementation sur les actifs, entrée en vigueur en 2005, a été appliquée pour les nouveaux investissements. Pour les biens figurants à l'actif avant cette date au regard des taux d'amortissement pratiqués et des ventilations déjà effectuées, il n'a pas été jugé nécessaire de procéder à des changements dans les plans d'amortissement en cours.

	A	B	C	D
	Amortissements cumulés au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions d'amortissements de l'exercice	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	257 056 €	20 457 €	21 506 €	256 007 €
Immobilisations corporelles	28 138 300 €	2 011 039 €	112 559 €	30 036 780 €
Immobilisations financières				
Total	28 395 356 €	2 031 496 €	134 065 €	30 292 787 €

Autre information :

La dotation aux amortissements est incluse sur le poste du compte de résultat « Dotations aux amortissements et aux dépréciations » pour un montant de 2 031 496 €.

6.1.2.1 Ventilation des augmentations d'amortissements

Augmentations de l'exercice	Ventilation des dotations			
	Compléments liés à une réévaluation	Sur éléments amortis selon mode linéaire	Sur éléments amortis selon autre mode	Dotations exceptionnelles
Immobilisations incorporelles		20 457 €		
Immobilisations corporelles		2 011 039 €		
Immobilisations financières				
Total	0 €	2 031 496 €	0 €	0 €

6.1.2.2 Ventilation des diminutions d'amortissements

Diminutions de l'exercice	Ventilations des diminutions		
	Eléments transférés à l'actif circulant	Eléments cédés	Eléments mis hors service
immobilisations incorporelles			
immobilisations corporelles		53 432 €	80 633 €
immobilisations financières			
Total		53 432 €	80 633 €

6.1.2.3 Modalités d'amortissements

Plan d'amortissement linéaire :

Logiciel, brevet.....	3 ans
Constructions.....	de 10 à 50 ans
Agencements, aménagement, installations.....	de 5 à 30 ans
Matériel de l'installation.....	de 5 à 20 ans
Matériel médical et psychologique.....	de 5 à 10 ans
Matériel éducatif.....	de 3 à 10 ans
Matériel scolaire.....	de 5 à 10 ans
Matériel de cuisine.....	de 3 à 10 ans
Matériel services généraux.....	de 5 à 10 ans
Matériel de jardin.....	5 ans
Matériel, outillage des ateliers.....	de 3 à 20 ans
Matériel lingerie – buanderie.....	5 ans
Matériel de transport.....	de 3 à 10 ans
Matériel de bureau et informatique.....	de 5 à 10 ans
Mobilier.....	de 5 à 10 ans
Immobilisation taxe d'apprentissage.....	de 3 à 10 ans

6.1.3 Dépréciation de l'actif immobilisé

	Provisions cumulées au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Reprises sur l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
immobilisations incorporelles				
immobilisations corporelles	840 494 €		19 030 €	821 464 €
immobilisations financières				
Total	840 494 €		19 030 €	821 464 €

Autre information :

Une provision pour dépréciation des terrains sur la commune d'Eteaux avait été constituée en 2013 suite au nouveau PLU de la commune pour un montant de 438 348 €. Début 2019 une demande d'évaluation de ces terrains a été demandée au domaine (service des finances publiques) dans le cadre de la fusion des 3 associations. A réception de celle-ci la provision pour dépréciation des terrains a été abondée en 2018 pour 160 038 € afin de correspondre à cette évaluation. Au 31/12/2023 son niveau est de 598 386 €.

Le tribunal judiciaire de Bonneville, en date 29 novembre 2021, a émis un jugement favorable à ALLER PLUS HAUT dans l'affaire concernant la malfaçon plomberie à la résidence Charles Verthier. Le produit de 343 218 € comptabilisé à la clôture de l'exercice 2021 a été recouvré sur l'exercice 2022 à hauteur de 335 340 €. La dépréciation de l'installation de plomberie comptabilisée à la clôture de l'exercice 2021 pour un montant de 261 138 € a été réajustée et ressort à la clôture de l'exercice 2023 à 223 078 €.

6.1.4 Fonds commercial

Le fonds commercial est inscrit à l'actif pour un montant de 492 011 €.

En l'absence de limite prévisible à la durée des avantages économiques attendus par notre l'entité, la durée d'utilisation de notre fonds commercial est non limitée et le fonds commercial ne fait pas l'objet d'amortissement.

6.2 Actif circulant

6.2.1 Stocks et en cours

Les stocks de marchandises sont évalués au coût d'achat selon la méthode du premier entré premier sorti.

Les stocks de produits finis sont évalués aux coûts de production déterminés en appliquant un abattement sur le prix de vente. Cet abattement correspond à la marge pratiquée sur chaque catégorie de biens.

Catégorie de stocks	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
Stocks autres fournitures consommables	83 750 €		83 750 €
Stocks produits finis	31 655 €		31 655 €
Total	115 405 €	0 €	115 405 €

6.2.2 Créances

Les créances sont valorisées pour leur valeur nominale. Le cas échéant, elles sont dépréciées par voie de provisions pour tenir compte des difficultés de recouvrement.

Cf. note 6.7 Etat des échéances des créances et des dettes

6.2.3 Comparaison VNC et valeur suivant dernier prix du marché

VMP	Court au 31/12/N	Au bilan	Différence
CADS CASH CORP. P-C FCP 3 DEC	432 405 €	395 899 €	36 506 €
CADS CASA 2.50% 16-221226	58 102 €	60 000 €	-1 898 €
CADS CCLE 4.10% 12-170424	131 071 €	130 046 €	1 025 €
Total	621 578 €	585 945 €	35 633 €

6.2.4 Précisions sur d'autres créances

6.2.4.1 Produits à recevoir

Les produits à recevoir sont inclus sur le poste « Autres créances », nous vous présentons leurs détails à la clôture de l'exercice.

n° compte	Libellés	Montants
41810000	org payeur factures en attente	373 312 €
41821000	Clients - factures à établir	
46870000	Produits à recevoir	14 189 €
46872000	Frais formation continue	55 825 €
	Total	443 326 €

6.2.4.2 Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance concernent des charges d'exploitation et sont constituées notamment par la redevance relative au bail emphytéotique du Foyer de Verthier répartie sur la durée du bail, soit 596 565 €.

6.3 Fonds propres

6.3.1 Tableaux de variation des fonds propres

Cf. pièce n° 1

6.3.1.1 Fonds propres sans droit de reprise :

Les fonds propres sans droit de reprise correspondent à la mise à disposition définitive d'un bien ou de numéraire au profit de l'entité. Ils sont la contrepartie de biens ou de fonds qui ne peuvent être repris ni par leurs apporteurs, ni par les membres de l'entité. Ce n'est le cas échéant qu'à la liquidation de l'entité qu'ils feront l'objet d'un traitement spécifique (l'apport à une autre entité ayant le même objet le plus fréquemment).

Libellé	Solde au début de l'exercice	Augmentation	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
Fonds propres statutaires				
Fonds propres complémentaires	104 130 €			104 130 €
- Legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés				
- Autres apports sans droit de reprise				
- Première situation nette établie	1 116 573 €			1 116 573 €
Total	1 220 703 €	0 €	0 €	1 220 703 €

6.3.1.2 Fonds propres avec droit de reprise :

Libellé	Solde au début de l'exercice	Augmentation	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
Fonds (propres) statutaires				
Fonds propres complémentaires		NEANT		
- Autres apports avec droit de reprise				
Total				

6.3.2 Autres informations sur les fonds propres sans droit de reprise :

6.3.2.1 Première situation nette établie

Le compte est inclus sur le poste « Fonds propres statutaires » pour 1 116 573 €. Les sommes comptabilisées sur les exercices antérieurs ont été maintenues, un droit de reprise ne pouvant être justifié ou non.

6.3.2.2 Autres fonds propres sans droit de reprise

Néant

6.3.3 Réserves

6.3.3.1 Réserves pour projet de l'entité

Les réserves pour projet de l'entité s'élèvent à 7 749 222 € et sont constituées par l'affectation des résultats acquis par les gestions non contrôlées.

6.3.4 Report à nouveau et résultats sous contrôles des tiers financeurs

Avant répartition du résultat de l'exercice		
Nature du report	Débiteur	Créditeur
Report à nouveau des activités propres de l'entité (acquis à l'entité : Fonds Propres)	2 008 685 €	403 275 €
Résultats affectés des activités sous contrôle de tiers financeurs destinés :	481 038 €	785 691 €
Résultats non affectés des activités sous contrôle de tiers financeurs	901 219 €	253 482 €
Solde	1 948 494 €	

6.3.5 L'excédent ou déficit de l'exercice

Le résultat de l'exercice de 511 706 € se compose de :

+ 374 840 €, résultat définitivement acquis à l'association

+ 136 866 €, résultat sous contrôle de tiers financeurs, « résultat pouvant être repris par un tiers financeur ».

6.3.6 Subventions d'investissement

Les subventions d'investissements sont des ressources à caractère durable, des ressources stables permettant de financer les investissements nécessaires aux activités de l'entité et d'alimenter sa trésorerie.

A compter de la première application du règlement 2018-06 les subventions d'investissement sont soit reprises au compte de résultat au rythme de l'amortissement des actifs qu'elles ont contribués à financer, que l'actif soit un bien renouvelable par l'association ou non, soit comptabilisées immédiatement en produit à la date d'octroi de la subvention.

Ce choix de méthode comptable s'applique à l'ensemble des immobilisations amortissables financées dans le cadre de projets définis par l'utilisation de fonds dédiés.

Notre entité a choisi :

De reprendre dans le résultat au rythme de l'amortissement de la quote-part des biens ainsi financés, la subvention d'investissement comptabilisée en fonds propres lors de son octroi, seul le montant net de la subvention étant présenté au bilan.

6.3.7 Provisions réglementées

Cf. pièce n°3

6.4 Fonds reportés et dédiés

Cf. pièce n°2

6.5 Provisions pour risques et charges

Cf. pièce n°3

Autre information :

Les provisions pour risques et charges à la clôture de l'exercice sont constituées ainsi :

- Pour un litige sur des travaux du Foyer de Verthier : 2 398 €

6.5.1 Ventilation des augmentations de provisions

Augmentations (dotations) de l'exercice	Ventilation des dotations		
	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Provisions réglementées	53 206 €		
Provisions pour risques			
Provisions pour charges			
Total	53 206 €	0 €	0 €

6.5.2 Ventilation des diminutions de provisions

Diminutions (reprises) de l'exercice	Ventilation des diminutions (reprises)		
	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Provisions réglementées	584 €		
Provisions pour risques	51 918 €		
Provisions pour charges			
Total	52 502 €	0 €	0 €

6.6 Dettes

6.6.1 Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit

Libellé Compte	Capital fin 31/12/2023	- 1 An	entre 1 et 5 Ans	+ 5 Ans
Totaux	13 417 437 €	963 502 €	3 670 083 €	8 783 852 €

6.6.2 Précisions sur d'autres dettes

6.6.2.1 Charges à payer

Les charges à payer à la clôture de l'exercice de l'exercice sont constituées ainsi :

n° compte	Libellés	Montants
16884000	intérêts courus non échus	55 913 €
40810000	Fournisseurs factures non parvenues	136 346 €
42820000	Dettes provisionnées pour congés	1 199 057 €
42860000	Autres charges à payer	
43820000	Charges sur dettes prov pour congés	616 275 €
43860000	Orga payeurs autres charges à payer	165 000 €
46860000	Autres charges à payer	21 600 €
	Total	2 194 191 €

6.6.2.2 Produits constatés d'avance

Les produits constatés d'avance concernent des produits d'exploitation à moins d'un an.

6.7 Etat des échéances des créances et des dettes

Cf. pièce n°4

7 INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

7.1 Produits du compte de résultat par origine et destination

7.1.1 Dons et legs

1) Le poste « dons manuels » comprend notamment :

- Les dons manuels monétaires dont le fait générateur est l'encaissement, enregistrés au fur et à mesure de leur collecte.

2) Le mécénat est un soutien financier ou matériel apporté par une personne morale ou une personne physique à une action ou une activité d'intérêt général.

Le montant octroyé au titre d'une convention de mécénat est comptabilisé en produit dans un compte « Mécénats » à la signature de la convention.

7.1.2 Tableau des subventions et concours public

Nature du concours ou de la subvention	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	Caisse d'allocations familiales	Autres
Concours publics		14 258 273 €	15 050 538 €	209 156 €	8 285 €
Subvention d'exploitation			97 950 €	40 000 €	44 312 €
Subvention d'investissement		19 579 €	60 884 €	9 277 €	

7.1.3 Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transfert de charges

Ce poste comprend :

- Reprises sur provisions d'exploitation pour 51 918 € en compensation de dépenses engagées.
- Reprises sur créances pour 23 754 €
- Transferts de charges d'exploitation pour 118 656 €, qui sont constitués principalement par des remboursements de frais, des avantages en nature et des remboursements d'assurance.

7.1.4 Utilisation des fonds dédiés

Cf. note 6.4 Fonds reportés et dédiés

7.1.5 Refacturation inter établissement

La refacturation inter établissement a donné lieu à une neutralisation de charges et de produits à hauteur de 605 544 €.

7.1.6 Résultat effectif global

Le résultat de l'exercice de 511 706 € se compose de :

+ 374 840 €, résultat définitivement acquis à l'association

+ 136 866 €, résultat sous contrôle de tiers financeurs, « résultat pouvant être repris par un tiers financeur ».

La reprise des résultats antérieurs de -319 548 € se compose de :

- 319 548 €, résultat sous contrôle de tiers financeurs, « résultat pouvant être repris par un tiers financeur ».

Ce qui donne le résultat effectif global de 192 158 € et qui se compose de :

+ 374 840 €, résultat définitivement acquis à l'association

- 182 682 €, résultat sous contrôle de tiers financeurs, « résultat pouvant être repris par un tiers financeur ».

7.2 Contribution volontaire en nature (produits)

Une contribution volontaire en nature est l'acte par lequel une personne physique ou morale apporte à une entité un travail, des biens ou des services à titre gratuit.

Ceci correspond à :

- Des contributions en travail : bénévolat, mises à disposition de personnes ;
- Des contributions en biens : dons en nature redistribués ou consommés en l'état ;
- Des contributions en services : mises à disposition de locaux ou de matériel, prêt à usage, fourniture gratuite de services

Motifs : A ce jour nous ne sommes pas en mesure de mettre en place un processus de recensement et de valorisation de l'ensemble des CVN.

Nature : Au mieux de notre connaissance nous présentons essentiellement des contributions en travail liées à la mise à disposition de professeurs des écoles par l'éducation nationale pour les IME de l'association et également des mécénats de compétence en partenariat avec la BNP PARIBAS.

Importance :

Les contributions volontaires en nature des institutrices ont été évaluées à 541 002 € sur la base des fiches de paie transmises de l'éducation nationale.

Pour IME Basse vallée : 157 748 €
Pour IME Moyenne vallée : 255 648 €
Pour IME Haute vallée : 127 606 €

Les contributions volontaires en nature liées aux mécénats de compétence en partenariat avec la BNP PARIBAS ont été évaluées à : 86 945 € (chiffage fait par BNP PARIBAS)

8 Autres informations

8.1 Autres informations sur les contenus de postes de bilan et du compte de résultat

8.1.1 Honoraires des commissaires aux comptes

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice, au titre du contrôle légal des comptes s'élève à 33 600 € et au titre des conseils et prestations de services entrant dans les diligences directement liées à la mission de contrôle légal s'élève à 0 €.

8.2 Informations relatives aux dirigeants

Conformément à l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23/05/2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, la rémunération totale des plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés ainsi que leurs avantages en nature » s'est élevé à 435 521 €. Le président et autres membres du Conseil d'Administration ne perçoivent aucune rémunération.

8.3 Informations relatives à l'effectif

8.3.1 Effectif moyen

L'effectif moyen salarié en ETP payé de l'entité se décompose ainsi par catégorie sociale:

	Personnel salarié	
Cadres	47.92	ETP
Agents de maîtrise et Techniciens	182.42	ETP
Employés	138.04	ETP
Ouvriers	61.35	ETP
Total	429.73	ETP

Autre information :

L'effectif moyen des travailleurs handicapés d'ESAT, qui ne sont pas des ouvriers de droit commun s'élève à 176.59 ETP

8.4 Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan

8.4.1 Engagements financiers donnés

Mention des engagements principaux assortis d'une sureté réelle

N°	POSTE CONCERNE	CAPITAL EMPRUNTE	CAPITAL RESTANT DU A LA CLOTURE	NATURE DE LA GARANTIE
16411030	Emprunt	150 000 €	69 083 €	Gage machine carton
16411040	Emprunt	500 000 €	71 298 €	Garantie COM COM pays du Mont Blanc
16411090	Emprunt	6 360 072 €	4 254 581 €	Cauton Département Haute-Savoie
16411110	Emprunt	375 000 €	63 750 €	Cauton Département Haute-Savoie
16411130	Emprunt	900 000 €	291 058 €	Garantie Syndicat intercommunal à vocation multiple du Mont Blanc
16411140	Emprunt	2 591 633 €	978 964 €	Garantie hypothécaire
16411150	Emprunt	292 327 €	203 411 €	Garantie hypothécaire
16411210	Emprunt	352 855 €	220 198 €	Garantie hypothécaire
16411260	Emprunt	185 621 €	126 841 €	Nantissement compte à hauteur de 78 750 euros
16411270	Emprunt	170 000 €	148 379 €	Nantissement compte à hauteur de 50 000 euros
16417000	Emprunt	664 800 €	445 416 €	Cauton Mairie Bonneville
16418000	Emprunt	5 300 000 €	3 142 143 €	Cauton Mairie Bonneville
16418300	Emprunt	2 500 000 €	1 542 616 €	Garantie Département Haute-Savoie
16418700	Emprunt	40 000 €	20 395 €	Cauton Mairie Bonneville
16419900	Emprunt	1 270 500 €	971 025 €	Garantie Département Haute-Savoie + Garantie hypothécaire

8.4.2 Engagements retraites

Notre entité ne provisionne pas les engagements suivants dont les principales caractéristiques et hypothèses retenues pour leur estimation à la date de clôture sont précisées ci-après.

Le régime correspondant est un régime d'indemnités de départ en retraite qui résulte de la convention collective du 15/03/1966,

Le montant de notre engagement s'élève respectivement à 2 531 911 € au 31/12/2023 (dont à 5 ans : 171 070 € et à 10 ans : 698 412 €). Avant la fusion des 3 associations, NOUS AUSSI avait souscrit un contrat retraite auprès de MALAKOFF MEDERIC. A fin 2023 le solde est de 220 974 €. Pour rappel le montant de notre engagement 2022 était de 2 580 620 €.

Cet engagement est estimé selon la Recommandation CNC n°2003-R.01 que nous avons adoptée à compter de l'exercice ouvert à compter du 01/01/2020

Les principales hypothèses sont les suivantes à la date de clôture :

Age de départ à la retraite présumé à l'initiative du salarié : 65 ans

Taux d'actualisation : 3.17%

Taux d'augmentation annuel des salaires : 2.00%

Concernant l'appréciation de la probabilité d'être présent dans l'entité à l'âge de départ en retraite, notre entité utilise,

Pour la prise en compte de la probabilité de turnover,

- o Des Statistiques propres avec turnover très fort

Pour la prise en compte du risque de mortalité,

- o Le pourcentage de survie résulte des tables de mortalité officielles de l'Insee 2014-2016 distinctes hommes/femmes
- o Le % de cotisations sociales « patronales » probable retenu à payer sur ces indemnités est 50.02%.

8.4.3 Engagements pris en matière de crédit bail

valeur des biens pris en crédit-bail au moment de la signature du contrat :	501 995 €
Montant des redevances afférentes à l'exercice ainsi que le montant cumulé des redevances des exercices précédents :	76 576 €
Dotations aux amortissements qui auraient été enregistrées pour ces biens au titre de l'exercice clos s'ils avaient été acquis par l'entité ainsi que le montant cumulé des amortissements qui auraient été effectués au titre de l'exercice précédents :	76 576 €
Evaluation des redevances restant à payer ainsi que du prix d'achat résiduel de ces biens stipulé aux contrats	302 695 €

Variation des fonds propres	A l'ouverture de l'exercice		Affectation du résultat		Augmentation		Diminution ou consommation		A la clôture de l'exercice	
	Montant		Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	Montant	
Fonds propres sans droit de reprise	1 220 703 €								1 220 703 €	
Fonds propres avec droit de reprise										
Ecart de réévaluation										
Réserves	17 628 692 €		308 975 €						17 937 667 €	
«dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée (1)»	9 522 548 €		665 897 €						10 188 445 €	
Report à nouveau	-146 217 €		320 329 €				2 122 606 €		-1 948 494 €	
«dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée (1)»	-1 029 034 €		1 362 824 €				676 873 €		-343 084 €	
Excédent ou déficit de l'exercice	-1 471 206 €		1 471 206 €		1 294 970 €		783 263 €		511 706 €	
«dont excédent ou déficit des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée (1)»	-1 114 630 €		1 114 630 €		920 130 €		783 263 €		136 867 €	
Situation nette	17 231 972 €		2 100 510 €		1 294 970 €		2 905 870 €		17 721 582 €	
Dotations consommables										
Subventions d'investissement	1 245 114 €				6 000 €		89 740 €		1 161 374 €	
Provisions réglementées	3 487 323 €				53 206 €		584 €		3 539 945 €	
Total	21 964 409 €		2 100 510 €		1 354 176 €		2 996 194 €		22 422 901 €	

Variation des fonds dédiés issus de		A l'ouverture de l'exercice		Reports	Utilisation		Transferts	A la clôture de l'exercice	
		Montant			Montant global	Dont remboursement		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitations (1)	Aménagement mobilité réduite								
Contributions financières des autorités de tarification aux entités gestionnaires d'ESMS (2)									
	Développement outil gestion	3 144 €			792 €			2 352 €	
	Construction	691 843 €	122 198 €		57 485 €			756 556 €	252 104 €
	Petit aménagement	60 365 €	3 868 €		13 516 €			50 717 €	11 666 €
	Autres	13 074 €			6 561 €			6 513 €	
Autres contributions financières affectées (1)	Développement outil gestion	129 754 €			660 €			129 094 €	
	Accompagnement formation	74 041 €	4 973 €		29 502 €			49 512 €	9 801 €
	Renforcement personnel	249 901 €	238 468 €		158 960 €			329 408 €	87 034 €
	Loyer	20 718 €			3 430 €			17 288 €	17 288 €
	Autres	6 799 €	63 653 €		757 €			69 695 €	2 579 €
Contributions financières d'autres organismes (1)									
Ressources liées à la générosité du public (1)									
TOTAL		1 249 639 €	433 159 €		271 663 €			1 411 135 €	509 565 €

Note 6.5 Tableau de variation des provisions réglementées et pour risques et charges PIECE n°3

	A	B	C	D
Rubriques (a)	Provisions au début de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminutions : reprise de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Provisions réglementées	3 487 323 €	53 206 €	584 €	3 539 945 €
Provisions pour risques	54 316 €		51 918 €	2 398 €
Provisions pour charges				
Total	3 541 639 €	53 206 €	52 502 €	3 542 343 €

Créances (a)	Montant brut	Liquidité de l'actif		Dettes (b)	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à 1 an au plus	Échéances à plus 1 an			Échéances à 1 an au plus	Échéances	
							à plus 1 an et 5 ans au plus	à plus 5 ans
Créances de l'actif immobilisé :				Emprunts obligataires convertibles (2)(3)				
Créances rattachées à des participations				Autres emprunts obligataires (2)(3)				
Prêts (1) Autres	194 507 €		194 507 €	Emprunts (2) (3) et dettes auprès des établissements de crédit (3) dont :	13 473 350 €	1 019 415 €	3 670 083 €	8 783 852 €
Créances de l'actif circulant :				- à 1 an au maximum à l'origine				
Créances Clients et Comptes rattachés	5 466 259 €	5 466 259 €		- à plus de 1 an à l'origine	13 473 350 €	1 019 415 €	3 670 083 €	8 783 852 €
Créances reçues par legs ou donations								
Autres	230 246 €	230 246 €		Emprunts et dettes financières divers (2) (3)	1 866 €		1 866 €	
Charges constatées d'avance	800 585 €	139 546 €	661 039 €	Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	991 236 €	991 236 €		
				Dettes des legs ou donations Dettes fiscales et sociales	3 495 171 €	3 495 171 €		
				Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés	118 969 €	91 777 €	27 192 €	
				Autres dettes (3)	36 866 €	36 866 €		
				Produits constatés d'avance	4 558 €	4 558 €		
TOTAL	6 691 597 €	5 836 051 €	855 546 €	TOTAL	18 122 016 €	5 639 023 €	3 699 141 €	8 783 852 €
(1) Prêts accordés en cours d'exercice		2 561 €		(2) Emprunts souscrits en cours d'exercice			0 €	
Prêts récupérés en cours d'exercice		5 530 €		Emprunts remboursés en cours d'exercice			980 380 €	
				(3) Dont garanties par des suretés réelles			12 549 158 €	